# Résolution du Comité Central du Parti Communiste Français

LE Comité Central approuve la déclaration faite le 29 septembre par le Bureau politique du Parti sur les résultats du référendum et le rapport présenté par le camarade Servin à la présente session du Comité central.

L'adoption de la constitution est un recul de la démocratie en France et crée pour le pays une situation sérieuse. Les droits du suffrage universel sont mutilés et le rôle de la représentation nationale est réduit. Des pouvoirs exorbitants sont concentrés dans les mains d'un homme.

En consacrant le coup d'Etat et la rébellion militaire, le plébiscite, par ses résultats, place la vie publique sous la menace et le chantage permanent des hommes de la réaction, du militarisme et du fascisme. En limitant les possibilités du contrôle du peuple et de ses élus sur la vie politique du pays, cette constitution avantage les forces qui déterminent la politique actuelle du gouvernement : celles du grand patronat et de la banque.

La forme plébiscitaire de la consultation nationale a favorisé les équivoques. On a demandé aux Français de se prononcer, non pas sur un problème politique ou sur un programme, mais sur un homme [illegible] additionnées, dans la confusion des voix, [illegible] significations différentes et parfois opposées.

Pour les ultras d'Alger, pour la réaction, la victoire du oui signifie avant tout le maintien et le renforcement de leurs privilèges de classe.

Pour la majorité des électeurs socialistes, radicaux et pour un grand nombre de républicains trompés par la propagande des uns et la complicité des autres, ce sont les illusions sur de Gaulle qui l'ont emporté. D'abord, les illusions sur sa personne. Mais aussi les équivoques sur ses intentions réelles et sur le contenu de sa politique.

Les républicains désiraient par-dessus tout le changement de politique pour lequel ils avaient voté le 2 janvier 1956. Mais la désunion persistante des forces de gauche, le refus de conclure entre elles un accord politique sans exclusive n'ont pas permis aux partisans du non d'ouvrir une perspective favorable à la rénovation de la politique française et au rétablissement de la démocratie.

Telles sont les raisons fondamentales de l'adoption de la constitution. La crainte du chaos, le chantage à la guerre civile, le déferlement de la propagande plébiscitaire, les pressions de l'Etat et du haut clergé en faveur du oui, sont venus s'y adjoindre.

La solution n'était pas dans le recours au pouvoir personnel, mais dans l'application et l'amélioration des méthodes de la démocratie. L'établissement d'un régime anti-démocratique annonce la venue de jours difficiles pour le peuple et le pays.

Dans la situation nouvelle créée par l'adoption de la constitution, le Parti Communiste Français poursuivra, par des voies démocratiques, son combat pour la sauvegarde des libertés et pour le retour à la démocratie.

LA diversité des raisons qui ont conduit les électeurs à voter oui est telle que la politique du général de Gaulle ne peut pas répondre aux espérances contradictoires placées en lui.

Ces contradictions sont réelles. Les décisions du gouvernement ne manqueront pas de les faire surgir progressivement. Et les républicains, un instant abusés, se détourneront de ce qui se révélera chaque jour davantage comme une aventure et une duperie.

Les forces sociales du grand capital, qui ont soutenu la politique faite depuis dix ans, sous le double signe de l'anticommunisme et de la soumission à l'impérialisme américain ont appuyé depuis le 13 mai le coup d'Etat et fait campagne pour l'adoption de la constitution. Elles ont cherché une issue dans l'établissement d'un régime anti-démocratique afin d'imposer plus facilement aux masses populaires les conséquences d'une politique dictée par leurs intérêts égoïstes de classe. Ce régime autoritaire ne peut permettre à la France de résoudre les problèmes vitaux que lui posent d'une part le mouvement des peuples coloniaux vers l'indépendance nationale, et, d'autre part, la mainmise de l'impérialisme américain sur la politique française.

Les premiers actes du gouvernement sont significatifs à cet égard.

En Algérie, la guerre continue, interminable et vaine. Des ordonnances de répression, qui légalisent l'arbitraire vont étendre à la France le régime d'exception en vigueur en Algérie.

Le gouvernement s'efforce d'entretenir des illusions sur sa politique en subordonnant sa position aux visées du grand capital sur le pétrole saharien, et non pas seulement aux intérêts immédiats des ultras et à leurs conceptions.

Mais tant que l'on refusera d'engager des négociations avec les représentants qualifiés du peuple algérien en lutte, quelles que soient les promesses de réformes, la guerre ira s'aggravant. La reconnaissance des revendications nationales rendrait la négociation immédiatement possible.

LA politique coloniale du gouvernement est illustrée par sa position à l'égard de la Guinée. Alors que le peuple guinéen se prononçait à l'occasion du référendum en faveur de l'indépendance et de l'association avec la France, le gouvernement, au lieu d'établir avec la Guinée des rapports nouveaux, non entachés de colonialisme et conformes à l'intérêt des deux peuples, a immédiatement pris une série de mesures qui poussent à la rupture.

Cette politique repose sur le refus de tenir pour légitime la revendication nationale et sur la répudiation du principe de l'égalité en droit des peuples associés. Mais, en dépit du cadre fixé par la constitution, l'aspiration à l'indépendance grandira chez les peuples coloniaux. Il est vain de prétendre arrêter la marche de l'histoire. Mieux vaut en tenir compte, si l'on veut défendre effectivement les positions de la France dans le monde.

L'exemple de la Guinée le prouve. Loin d'être le point de départ d'une séparation, la reconnaissance du droit à l'indépendance peut former la base concrète d'une association durable.

Les faits confirment donc la solution que les communistes et d'autres démocrates préconisent pour mettre fin au drame algérien et régler le problème colonial. Ils justifient la lutte courageuse qu'ils mènent depuis quatre ans pour la paix en Algérie, contre la réaction militariste et colonialiste la plus bornée.

La politique extérieure du gouvernement reste fondée sur le Pacte Atlantique et l'aggravation de la tension internationale. Non seulement, il accepte les traités européens, le réarmement de l'Allemagne, la présence de Speidel en France, mais il envisage le renforcement du Pacte Atlantique par une alliance étroite avec l'Allemagne revancharde et l'entrée de la France dans la course aux armements atomiques.

Alors que le niveau de vie des travailleurs ne cesse de baisser, et qu'apparaissent les menaces de crise et de chômage, le gouvernement laisse monter les prix et les loyers, refuse les augmentations de salaire, traitements et retraites, supprime la surtaxe des sociétés capitalistes, s'apprête sous prétexte de diminuer les charges sociales de la France dans le marché commun européen, à rejeter les revendications des travailleurs des villes et des campagnes et à revenir sur les droits acquis.

Toute cette politique, dangereuse pour la paix et pour le pays, *se traduira par une dépendance plus grande encore* de la France vis-à-vis des Etats-Unis et de l'Allemagne de Bonn. Elle aura pour effet d'accroître la misère.

La propagande gouvernementale ne pourra pas en masquer longtemps les conséquences et les violences de la répression ne pourront pas contraindre indéfiniment les masses populaires à les supporter.

Dans ces conditions, l'existence et l'activité d'un Parti Communiste solidement appuyé sur les masses sont plus nécessaires que jamais à la sauvegarde des intérêts vitaux de la nation et de son peuple.

Tous les efforts des communistes tendront à faire prévaloir de justes solutions aux problèmes qui préoccupent les Français quel qu'ait été leur vote le 28 septembre :

- Mettre fin à la guerre d'Algérie et établir des rapports nouveaux entre la France, l'Algérie et les autres pays d'outre-mer par une négociation fondée sur le libre consentement et l'égalité des droits.
- Assurer la paix par la détente internationale et l'arrêt de la course aux armements.
- Elever le niveau de vie des travailleurs des villes et des champs par la satisfaction de leurs revendications.
- Donner à la nation les moyens nécessaires au développement de l'enseignement, de la recherche scientifique et des techniques, ouvrir à la jeunesse la voie de l'avenir.
- Préserver les libertés publiques et agir pour leur extension.

Pour engager notre pays dans cette voie véritablement nouvelle, le rassemblement des forces démocratiques est la tâche essentielle du moment.

4.600.000 Français et Françaises, résistant au déferlement de la campagne plébiscitaire et aux pressions officielles, ont voté NON. C'est là une puissante base de départ pour l'indispensable rassemblement des républicains.

Déjà sont apparus les premiers signes de l'unité politique retrouvée des forces démocratiques : des hommes et des femmes de toutes opinions ont mené une lutte courageuse pour le NON.

Déjà existent les éléments d'un programme de rénovation démocratique acceptable par tous les républicains.

Les masses ont commencé à se rassembler dans les comités de défense de la République et à organiser leur unité sous les formes les plus diverses.

Ce sont ces promesses d'avenir qu'il faut faire fructifier.

Les problèmes de l'unité ne pourront être résolus que par l'intervention directe des masses populaires : elles seules peuvent faire aboutir l'union de toutes les forces démocratiques et nationales.

Pendant dix ans, l'exclusive anticommuniste a paralysé le fonctionnement des institutions démocratiques et a permis d'imposer au pays une politique contraire aux intérêts de la France et aux aspirations de son peuple. L'anticommunisme, qui a sa source dans l'égoïsme et l'avidité des exploiteurs capitalistes, vise à exclure en fait la classe ouvrière de la participation à la solution des problèmes posés au pays.

Or, l'expérience montre que le soutien loyal apporté par les communistes au gouvernement de Front Populaire en 1936, que la participation des communistes au gouvernement jusqu'en 1947, ont valu au peuple ses plus grandes conquêtes sociales depuis un quart de siècle.

C'EST donc au peuple lui-même qu'il appartient de vaincre les préjugés et de surmonter l'obstacle de l'anticommunisme.

Les masses populaires joueront d'autant mieux ce rôle et leur action indépendante se développera avec d'autant plus d'efficacité qu'elles seront éclairées par l'expérience et conduites à lutter par les difficultés qu'elles connaîtront.

Les communistes travailleront avec passion à l'organisation et à l'unité du mouvement des masses. Ils lui donneront une conscience plus claire de ses objectifs et des moyens de les atteindre.

Le renforcement du parti, son unité et la cohésion de ses rangs sont indispensables pour accomplir ces tâches.

Du 13 mai au 28 septembre, le Parti Communiste est apparu comme la force essentielle de l'opposition républicaine. Après l'adoption de la constitution, l'activité d'une véritable opposition républicaine sera décisive pour la défense des intérêts immédiats des masses laborieuses, et pour la sauvegarde du droit qu'elles ont d'intervenir librement dans le gouvernement du pays. Le Parti Communiste Français reste donc, dans la période qui s'ouvre, la garantie d'avenir la plus sûre dont disposent les travailleurs et tous les démocrates et les patriotes lucides.

Pour aider les masses à tirer toutes les conséquences de l'expérience qu'elles vivront, le Parti doit multiplier ses contacts avec elles. Il doit s'efforcer de comprendre toujours mieux ce qui est dans l'esprit et dans le cœur des hommes et des femmes de notre peuple. Il doit partir de leurs besoins quotidiens pour éclairer les grands problèmes politiques. Cela exige une activité soutenue et combative des travailleurs dans leurs syndicats et des démocrates dans toutes les organisations de masse.

Ainsi sera préparé l'avènement d'une démocratie rénovée capable de donner à la France la prospérité, l'indépendance et sa vraie grandeur.

L'avenir appartient au peuple et la République renaîtra meilleure et plus forte.